



LE CHEF DE CABINET

COMPTE RENDU DE LA REUNION ORDINAIRE DE CABINET

Date : 17 /09/2012
Heure : 10h30 - 13h 15
Lieu : Salle de conférence du MEMPD, 16è étage Immeuble Sciam
Présidence : Dr Albert Toikeusse MABRI, Ministre d'Etat, Ministre du Plan
et du Développement
Participants : Membres statutaires.

Ordre du jour :

PREAMBULE

- Adoption du CR de la réunion précédente
- Adoption du projet d'ordre du jour
- Lecture des Résolutions de la réunion précédente

1- GRANDS DOSSIERS DU MINISTERE :

2- INFORMATIONS

3- DIVERS

DEROULEMENT DE LA REUNION

Le compte rendu de la réunion précédente et le projet d'ordre du jour ont été adoptés en l'état, mise à part une rectification au niveau de l'intitulé de la présentation du DAAF qui a été modifié comme suit : « du rapport d'activités de la DAAF ».

Le Directeur de Cabinet, a procédé à la lecture des résolutions de la réunion précédente. Cette lecture a été le lieu pour le Ministre d'Etat de s'enquérir de la totale mise en œuvre des résolutions antérieures à celles évoquées.

Par ailleurs, le Ministre d'Etat a évoqué la question de la présentation de l'ordre du jour ; il a demandé qu'il n'y figure plus la rubrique « préambule ».

I – GRANDS DOSSIERS DU MINISTERE :

❖ DGPLP/DGDCN/DGATDR/IGP/DG INS/DG ENSEA : Déclinaison des matrices d'actions en projets de lois, d'ordonnances, de décrets et de Communications en Conseil pour le Programme de Travail Gouvernemental de Septembre ;

Le Directeur de Cabinet Adjoint a proposé et obtenu que les activités du PTG soient passées en revue et que les exposés soient faits au fur et à mesure.

✓ **Réconciliation Nationale et Cohésion Sociale :** Il s'agit essentiellement du Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) ; il est revenu au **Professeur KONE Mariatou** de faire le point. Il en ressort que sont disponibles, le plan d'actions, l'arrêté portant création du PNCS, l'organigramme, le budget et la fiche du personnel. Mais Madame le Directeur Coordonnateur n'a pas manqué de relever que le démarrage du Programme n'est pas effectif en raison du problème de mobilisation de ressources auprès des PTFs qui subsiste.

A la demande du Ministre d'Etat, **Monsieur ANAUD Théodore**, D.A.A.F est intervenu pour informer l'assemblée que le principe d'accord du financement par la DGBF pour l'Office National de la Population (ONP) est obtenu et qu'il existe des difficultés concernant les deux programmes que sont le PNCS et le PNDC.

- ✓ Assurer le soutien au secteur Privé : **Millenium Challenge Corporation (MCC)**

L'exposé du **Professeur Pierre Roche SEKA**, Directeur de Cabinet, a permis à l'assemblée d'être au fait des difficultés qui existent notamment en ce qui concernent les ressources financières et la finalisation du texte relatif à la bonne gouvernance.

Il a tenu à rappeler que la prochaine évaluation aurait lieu en novembre 2012 et que la liste des pays éligibles sera disponible en décembre 2012.

En réponse aux diverses préoccupations, le Directeur de Cabinet a informé l'assemblée que sur les vingt (20) indicateurs, la Côte d'Ivoire ne satisfait qu'à cinq (5) d'entre eux et que l'indicateur relatif à la corruption est éliminatoire.

La note d'espoir c'est que grâce au travail abattu par le Comité Technique, l'on pourra satisfaire à dix (10) critères.

Le Ministre d'Etat a donné son accord pour l'élaboration d'une Communication en Conseil des Ministres visant à informer les membres du Gouvernement sur l'évolution des travaux.

- ✓ Renforcer la lutte contre la pauvreté : Programme National de Développement Communautaire (**PNDC**)

Il est revenu au **Docteur MESSAN Fulgence**, Directeur Coordonnateur du Programme, de faire le point ; il a informé l'assemblée que les documents internes devant faciliter le fonctionnement du programme ont été élaborés de même que les textes créateurs.

L'information de taille, c'est que le Conseil d'Administration de la Banque Islamique de Développement (BID) a accordé sa contribution et l'institution est en attente du paiement de celle de l'Etat ivoirien.

- ✓ Promouvoir la Bonne Gouvernance :

- Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique (BNPVS) :

Le Docteur POKOU KOFFI, Secrétaire Général du BNPVS, a relevé le fait que le démarrage de l'Etude Nationale Prospective 2040 connaît des difficultés en raison de problèmes de ressources financières.

L'élaboration d'une Communication en Conseil des Ministres est prévue en vue de faire le point ; concernant la mise en place de la Commission Nationale de la Prospective, l'absence d'une copie signée du décret créateur pose problème ; pour lever cet obstacle, un courrier à la signature du MEMPD sera adressé au Secrétaire Général du Gouvernement ; l'objet dudit courrier sera de lui demander de certifier conforme à l'original, la copie en cause.

- Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté (DGPLP) :

Monsieur DIABY Lanciné, Directeur Général du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté, s'est tout d'abord prononcé sur le PND ;

Concernant son édition et sa diffusion, il rassuré l'assemblée que les efforts allant dans ce sens sont faits.

Au niveau du dispositif de suivi, le Ministre d'Etat, a précisé que l'arrêté a été signé par le Premier Ministre.

Dans le cadre de l'organisation du Groupe consultatif, une séance de travail devant servir à valider les documents y afférant, est prévue.

Une réunion de travail visant au lancement du processus de révision de l'UNDAF, se tiendra le Mardi 18 septembre 2012 à 8h à l'hôtel Ivotel ; l'activité aura lieu en présence des responsables d'agences du SNU, des chargés de programmes et la partie nationale.

Il faut noter que le PIP 2013-2015 est fin prêt et sera transmis au Ministre d'Etat dans l'après midi.

Intervenant sur la question spécifique du retour de la BAD, Monsieur DIABY a porté à la connaissance de l'assistance, l'absence de réponse en ce qui concerne l'évacuation de l'amiante découverte et traitée dans l'immeuble CCIA.

Par ailleurs, il a évoqué la question épineuse des opérateurs économiques disposant de documents administratifs justifiant l'occupation du terrain annexe, et réclamant réparation pour le préjudice subi par l'affectation du local à la BAD ;

En vue de donner de plus amples informations au Ministre d'Etat, il s'est engagé à lui transmettre une note synthétique relative aux préoccupations et à rentrer en contact avec le nouveau Directeur Général de la SOGEPIE pour faire le point de la situation.

Face à la volonté de la BAD de cadastrer le terrain annexe, et la nécessité de produire un acte de déclassement, Monsieur DIABY envisage de rentrer en contact avec le Ministère de la Construction, de l'Assainissement et de l'Urbanisme.

Terminant son intervention, le DGP, a préconisé la prise de décisions diligentes pour régler la question des opérateurs économiques, de peur que cela ne joue contre la Côte d'Ivoire lors des négociations à Tokyo.

➤ Cellule de Coordination Stratégique (CCS) : Il s'agissait essentiellement pour le

Docteur SYLLA Moustapha, chef de la cellule, de porter à la connaissance de l'assemblée que les informations relatives à la tenue du séminaire de formation sur la finance islamique seront disponibles après sa séance de travail avec le Directeur de Cabinet Adjoint.

➤ Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional (DGATDR) :

Monsieur NGUESSAN Segui Mathieu, Directeur Général, s'est principalement prononcé sur les études monographiques et les atlas ; non sans oublier l'opérationnalisation de la base de données.

Parlant des études monographiques, il convient de noter que les TDRs ont été élaborés et sont disponibles. Mais les bailleurs de fonds n'ont pas encore donné de réponse favorable quant au financement de l'opération.

Le Ministre d'Etat a recommandé que les études monographiques soient intégrées au Pôle Economique Compétitif. A cet effet, les TDRs doivent être révisés, communiqués aux autres ministères pour prendre en compte leurs préoccupations.

Pour ce qui concerne les atlas, il subsiste un problème de financement dû essentiellement au fait que les partenaires trouvent le coût élevé.

Concernant l'opérationnalisation de la base de données, il faut noter qu'elle est en cours, vu que le matériel vient d'être reçu ; reste l'installation de celui-ci. Le Ministre d'Etat a demandé qu'un point lui soit fait dans un délai de quinze (15) jours.

Ayant constaté le fait que le FADAT n'était pas inscrit dans la matrice, le Ministre d'Etat a demandé que celle-ci soit retravaillée.

➤ Direction Générale du Développement des Capacités Nationales (DGDCN) :

Il ressort de l'exposé du **Docteur GONDO Yaké**, que des projets de Communications en Conseil des Ministres ont été transmis au Cabinet.

Le Ministre d'Etat a demandé au Directeur de Cabinet de rentrer en contact avec la primature en ce qui concerne la question de la coordination du Programme de Renforcement des capacités.

Le chef de Cabinet a quant à lui relevé que le montant des dons reçus pour la JMP ne figure pas dans la matrice.

➤ Institut National de Statistique (INS) :

Représentant le Directeur Général, en mission, le Secrétaire Général, **Monsieur YAPO Eugène** s'est fait fort de faire le point des actions de l'INS ; son exposé lui a permis d'évoquer les questions du PUPSB, de la loi statistique, du symposium et du RGPH.

L'arrêté relatif au PUBSB a été pris mais les activités sont à l'arrêt en raison du manque de ressources.

La Communication en Conseil des Ministres sur la loi statistique a été finalisée et les observations des membres du Gouvernement reçues. La dernière version sera disponible dès aujourd'hui à l'issue de la séance de travail avec le service juridique.

Concernant le Symposium, l'arrêté a été pris et la CCM est passée en Conseil de Gouvernement ; reste le passage en Conseil des Ministres.

Il faut noter que le Décret relatif au RGPH est passé en conseil des ministres et que les démarches visant la mobilisation des ressources sont en cours.

❖ **DAAF : Rapport d'activités de la DAAF pour la période du 01 Avril au 30 Juin 2012 ;**

L'intervention de **Monsieur ANAUD Théodore** était articulée autour de deux (2) principaux points :

- La gestion du personnel
- L'état d'exécution du budget
 - La gestion du personnel :

Le DAAF a évoqué la célébration de la fête des mères en juin dernier à l'intention des femmes du Ministère ;

Il a aussi fait le point au niveau du suivi de la gestion de l'assurance ASCOMA.

Il a tiré la sonnette d'alarme concernant la mauvaise utilisation des prestations par les adhérents. Ce qui a causé un déséquilibre budgétaire pour le troisième trimestre.

Face à cette situation, l'assureur recommande de sensibiliser les agents, de revoir éventuellement le montant de la prime en optant pour un taux de 15 à 20%.

Le Ministre d'Etat a recommandé qu'une réunion ait lieu avec le personnel adhérent, en vue de faire le bilan de la situation et de s'enquérir de leur point de vue concernant l'application du taux.

➤ L'état d'exécution du budget :

Il ressort de l'exposé du DAAF que le budget total était initialement de 7.123 622 000 ; mais le budget de fonctionnement a connu une variation négative de 700.000.000 au premier semestre.

Le budget de fonctionnement connaît un taux d'exécution de 58% qui s'explique par le fait que les dépenses relatives aux fonds communs, aux loyers et charges locatives, à la CNPS, aux séminaires et missions n'ont pas encore été engagées.

Le budget d'investissement connaît quant à lui un taux d'exécution satisfaisant de 83%. Ce qui laisse transparaître un comportement responsable des chefs de services.

II – INFORMATIONS

- **Monsieur KOFFI NGUESSAN**, Directeur Général de l'ENSEA, a communiqué les dates prévues pour la rentrée académique ; ainsi, les anciens débiteront les cours le 24 septembre pendant que les nouveaux étudiants le feront le 01^{er} Octobre.

Il a de même donné l'information selon laquelle, la rentrée solennelle de l'INPHB qui a eu lieu le 06 septembre a connu un franc succès ; il en a profité pour adresser ses remerciements et félicitations au Docteur DOUA Edmond pour le brio avec lequel il a assuré la maîtrise de cérémonie de manière désintéressée.

La question de la porte d'entrée de l'ENSEA a aussi été évoquée.

- **Docteur DOUA Edmond**, Directeur de la Communication, a informé l'assemblée du projet d'achat d'une sonorisation de grande puissance pour optimiser le rendement de sa direction et par la même voie celui du Ministère d'Etat.

Il a terminé son intervention en demandant que sa direction puisse prendre part aux missions du Ministre d'Etat à l'extérieur du pays dans un souci d'efficacité.

- Répondant à la question du Ministre d'Etat, le DAAF a donné l'information que les primes trimestrielles seront payées d'ici la mi Octobre ;
- **Monsieur AKPOUE Jean-Marie**, Inspecteur Général du Plan (**IGP**), a porté à la connaissance de l'assemblée, le démarrage d'une nouvelle opération de recensement en ligne des fonctionnaires visant à les localiser qui prend fin à la fin de ce mois.

LES RESOLUTIONS DE LA REUNION

ACTION	RESPONSABLE	DELAI D'EXECUTION
Elaboration du tableau récapitulatif des résolutions prises depuis Janvier 2012 en réunion de Cabinet	CAB 3	Immédiat
Elaboration d'une Communication en Conseil des Ministres, visant à informer les membres du Gouvernement de l'évolution des travaux du Comité Technique du MCC	Cab 1- Cab 2	Immédiat
contact avec la primature en ce qui concerne la question de la coordination du Programme de Renforcement des capacités	Cab 1	Immédiat
Organisation d'une séance de travail relative au suivi des interventions auprès des bailleurs	Cab 2	Immédiat

Révision des TDRs relatifs aux études monographiques	DGATDR	Immédiat
Intégration des études monographiques au Pôle Economique Compétitif	DGATDR	Immédiat
Prise en compte du FADAT dans la matrice du PTG	DGATDR	Immédiat
Mise à disposition du point relatif à l'actualisation de la base de données de la DGATDR au MEMPD	DGATDR	Dans un délai de 15 jours
Inscription d'une légende explicative des sigles dans la matrice du PTG	Cab3	Immédiat
Tenue d'une réunion bilan visant à informer le personnel sur l'assurance ASCOMA	DAAF-CAB3	
Elaboration du point de toutes les Communications en Conseil des Ministres devant avoir une incidence financière et qui n'ont pas été suivies d'effet financier	DAAF	Immédiat
Transmission de l'état d'exécution du budget de fonctionnement au cabinet et aux services rattachés	DAAF	Immédiat
Elaboration d'un courrier à l'attention du Secrétaire Général du Gouvernement en vue de la certification de la copie du Décret portant création de la Commission Nationale de la Prospective	SG BNPVS	Immédiat
Elaboration d'une Communication en Conseil des Ministres, visant à informer les membres du Gouvernement de la situation relative à la Prospective	SG BNPVS	Immédiat
Contact avec le nouveau Directeur Général de la SOGEPIE pour faire le point de la situation relative au terrain annexe affecté à la BAD.	DGPLP	Immédiat
Contact avec le Ministère de la Construction, de l'Assainissement et de l'Urbanisme pour la question de la mise sous cadastre du terrain annexe affecté à la BAD	DGPLP	Immédiat
Transmission d'une note synthétique relative à la question de l'occupation du terrain annexe affecté à la BAD, par les opérateurs économiques	DGPLP	Immédiat
Finalisation de la loi statistique	DG INS- Service Juridique	Immédiat

III- DIVERS

Aucune question diverse n'a été abordée.

Pièces Jointes :

- Liste de présence
- Présentation sur le PTG

**Fait à Abidjan, le 17 Septembre 2012,
Le Chargé d'Etudes, KROBA Arnaud Serge**